

Un budget 2023 moins favorable aux entreprises

BIENNE Le Parlement municipal s'est réuni pour la seconde fois en deux jours afin de débattre de l'avenir des finances de la Ville de Bienne. Ils ont arrêté un texte qui sera soumis au peuple le 27 novembre prochain.

PAR ALEXANDRE WÄLTI

La suite du débat sur le budget 2023 a encore animé le Parlement municipal, jeudi soir. A l'ordre du jour: trouver le compromis définitif sur la question, et notamment sur l'arrêté à soumettre au peuple le 27 novembre prochain. Les miliciens biennois pénètrent dans l'arène politique plus sereinement que la veille.



Le budget 2023 est finalement réglé après deux jours de débats.

PASCAL BORD
PRÉSIDENT DU CONSEIL DE VILLE

Avant d'entrer dans le vif du sujet et fixer le cadre financier pour l'année 2023, les parlementaires doivent toutefois se prononcer sur un crédit d'engagement de 2,2 millions de francs pour le Centre de santé de la rue d'Aarberg 27, anciennement X-Project, occupé temporairement par le Centre autonome de jeunesse (CAJ) et d'autres associations. «Celui-ci concerne aussi le budget de l'année 2023 et doit être traité avant le vote formel sur le budget», comme l'a rappelé le président du Conseil de ville, Pascal Bord (PRR).

Réticences des socialistes

Un sujet brûlant, a priori, d'autant plus que les Jeunes socialistes ont récemment menacé



Le Conseil de ville s'est prononcé sur le budget 2023. Les entreprises paieront davantage d'impôts en cas de oui du peuple. RABIH HAJ-HASSAN

le projet d'un référendum. «Nous devons vraiment développer ce projet pour renforcer les établissements de soins ambulatoires dans la cité seelandaise et offrir une possibilité supplémentaire pour se soigner à la population», commence Daniel Suter, porte-parole de fraction du Parti radical romand (PRR). Alors que le Centre hospitalier Bienne s'installera à Brügg d'ici à quelques années, le maintien d'un établissement de soins médicaux, infirmiers et thérapeutiques au centre-ville est de

grande importance. Des réserves surviennent rapidement lorsqu'Anna Tanner, cheffe de groupe du Parti socialiste (PS), prend la parole: «Il reste toutefois primordial de garder de l'ambulance au cœur de Bienne, encore davantage quand les principaux partenaires du projet sont de la région. En revanche, il serait important de donner plus de temps à la médiation entre les parties impliquées dans le projet du Centre de santé et les associations ayant temporairement occupé le lieu.»

Ce reproche est secondaire pour la cheffe du groupe des Verts, Myriam Roth: «Une médiation a eu lieu avec les principaux concernés. C'est une bonne chose. En tant qu'infirmière, je ne peux qu'être en faveur du projet.» Silvia Steidle, la Municipale chargée des finances, renchérit, debout devant le Parlement: «Nous avons approché toutes les associations occupant temporairement le bâtiment de la rue d'Aarberg 27 et nous avons pris le temps nécessaire pour trouver des solutions.» Ce crédit a

été accepté à l'unanimité par le Conseil de ville, malgré les discussions.

Suite à ce premier point important à l'ordre du jour, le budget 2023 revient au cœur des débats. Deux variantes avaient été acceptées, mercredi soir. L'enjeu est à présent de définir le texte qui sera soumis aux Biennois lors de la votation populaire du 27 novembre.

Peter Bohnenblust, au nom du Parti libéral radical alémanique (FDP), propose d'emblée de n'utiliser que les financements spéciaux permettant

d'atteindre un résultat tout juste positif. «Le chiffre que l'on voit donne une fausse image, on ne dit pas la vérité aux gens», clame-t-il à la tribune. Une réaction qui diffuse soudain une confusion générale dans la salle du Bourg. Plusieurs parlementaires se plaignent encore de la forme du texte du projet budget 2023. Le président du Conseil de ville Pascal Bord met un terme à la confusion: «La forme est conforme aux prescriptions.» Suite à quoi une motion d'ordre, visant à reporter le vote, n'est pas acceptée.

Bienne a son budget 2023

Il s'agit à présent de voter pour le Conseil de ville. En premier lieu, la première variante du texte avec une augmentation des impôts à 1.78 pour les personnes morales et physiques avec les propositions de réduction de la gauche. Vingt-neuf parlementaires votent en faveur, 25 contre et une abstention. Ensuite, c'est autour de la deuxième variante, avec une quotité d'impôt plus élevée pour les entreprises, à 1.98. Trente parlementaires se positionnent pour et 25 contre. Autrement dit, les deux variantes sont acceptées par le plénum. Il ne reste maintenant plus que la question la plus importante: quelle variante faut-il recommander au peuple? Au final, la seconde variante avec une augmentation des impôts pour les entreprises l'emporte. «Le budget 2023 est réglé», conclut Pascal Bord.

Un grand soupir de soulagement... avant le dernier mot du peuple

Bon nombre d'institutions culturelles et sociales mises sur la sellette par les mesures proposées par «Substance 2030» peuvent souffler un bon coup. Mercredi soir, le Parlement biennois a décidé d'annuler une cinquantaine de coupes budgétaires prévues dans le cadre du grand programme d'économie.

Après plusieurs mois d'incertitudes, Marion Weick a retrouvé le sourire. La directrice d'exploitation de FamiPlus, un lieu de rencontre pour les familles avec des petits enfants à Bienne, aurait dû réduire son offre en cas d'acceptation. De fait, l'Exécutif proposait de réduire son budget d'un quart, soit une coupe de 15 000 fr. sur les 85 000 fr. annuels. «C'est un grand soulagement pour nous et cela donne un bon signal à la population. En effet, Bienne doit maintenir une offre culturelle et sociale très large. C'est très important pour la jeunesse, pour les familles et pour l'intégration», estime Marion Weick au micro de Canal 3. Comme les autres concernés, celle-ci

attend maintenant le dernier mot du peuple, qui tranchera le 27 novembre entre plusieurs options: deux alternatives d'augmentation des impôts, ou alors, le refus de l'entièreté du budget. «Difficile de faire des projections, mais évidemment j'espère de tous mes vœux que la majorité acceptera la nouvelle proposition de budget.»

Investir pour la jeunesse

La Villa Ritter, aussi, échappe à une réduction de ses subventions. Ravie, la présidente de l'association se montre également optimiste quant à la prochaine étape des votations. «Je crois que nous serons tranquilles pour le prochain contrat de prestation de quatre ans. J'en suis très reconnaissante, car je sens qu'il y a une réelle volonté politique de soutenir la Villa Ritter, notamment de la part du Parlement», confie Marie-Laure Krafft Golay. Celle-ci ajoute que les coupes auraient eu un impact important sur le centre socioculturel destiné aux jeunes de la région. «Cela fait plusieurs années qu'on nous réduit



La place Robinson, qui craignait de devoir fermer, espère se développer. ARCHIVES

petit à petit notre financement. Au niveau de la qualité des prestations, cela aurait été les 10 000 fr. de trop», assure-t-elle. Pour d'autres, les mesures de «Substance 2030» auraient carrément pu

entraîner une fermeture complète. C'est ce que craignait Blaise Munier, qui gère la place de jeux Robinson, ouverte du mercredi au vendredi dans le quartier de Mâche. «Sans soutien, nous n'aurions pas su comment conti-

nuer à fonctionner. Car, la place étant gratuite, nous n'avons pas d'entrées financières. Et nous souhaitons conserver l'accès à tous, sans discrimination, puisque, comme vous le savez, les enfants n'ont pas de salaire», plaisante-t-il.

Le Biennois peut ainsi commencer à repenser à l'avenir. «Nous attendons les décisions du peuple, mais nous avons désormais l'espoir de continuer notre travail comme aujourd'hui... et peut-être même ouvrir tous les jours.» En effet, l'animateur considère que la survie de son offre représente un investissement pour l'avenir. «Il ne s'agit pas principalement de créer des postes de travail ici. Selon moi, l'enjeu touche surtout les enfants. La place Robinson est un lieu d'expérimentation, de création, de lien social. Il permet aux petits de mettre un pied dans la vie collective et faire des expériences pour apprendre à devenir autonome», partage Blaise Munier. Et pour lui, c'est clair: un enfant autonome apportera beaucoup à la société sur le long terme. MAP-DLG